

### Agence de Rennes

4 Rue de la Gare

35520 LA MEZIERE

Tel 02 30 96 47 05

rennes@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 1.6.0

Mission(s)	
ATHAND, HAND, L (*), LE, SEI (*), VIEL (*)	
Nos références	Date
350C230D <sup>1</sup> (350-C-2022-006H)	04/03/2025

## RENNES REHABILITATION HALTE GARDERIE CARREFOUR 18

## RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°1



<b>Envoi</b>	<b>CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES D'ILLE ET VILAINE</b>	<i>Maître d'ouvrage</i>	eric.le-bourg@caf35.caf.fr
<b>Copie</b>	<b>Isabelle Hiault Architecte - HIAULT Isabelle ECIE</b>	<i>maître d'oeuvre BET CVC</i>	isa.h.archi@wanadoo.fr contact@ecie.fr

**Auteur(s):** Le chargé d'affaire, Vivian COURDE - Le vérificateur des installations électriques, Laurent GRICOURT - Le vérificateur des installations thermiques et fluides, Muriel FLOC'H

Le chargé d'affaire,  
Vivian COURDE

# SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Solidité des existants.....	13
VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	15
VIII.4 - Classement et référentiel.....	24
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*).....	26
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*).....	34
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	36

# I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Avis sur PRO reçu le 17/02/2025 et 24/02/2025

## II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°350-C-2022-006H et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (\*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (\*)
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (\*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

## III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Vivian COURDE

Le vérificateur des installations électriques, Laurent GRICOURT

Le vérificateur des installations thermiques et fluides, Muriel FLOC'H

## IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES D'ILLE ET VILAINE

COURS DES ALLIES

35000 RENNES

maître d'oeuvre

Isabelle Hiault Architecte

54 Bld Villebois Mareuil

35000 RENNES

## IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Rehabilitation halte garderie carrefour 18

Adresse de l'opération :  
CARREFOUR 18 - RENNES  
35000

## IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

375 000 Euros HT

## IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00  
Durée prévisionnelle des travaux : 8 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

## V - DOCUMENTS EXAMINES

- **Plans architectes** - Date : 13/02/2025 - Réception : 17/02/2025  
plan 00 à 27

- **Descriptifs** - Date : 13/02/2025 - Réception : 17/02/2025  
CCTP TCE

- **Plans fluides** - Réception : 17/02/2025  
PRO – DOSSIER GRAPHIQUE ET TECHNIQUE VMC – CFO – CFA

## VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

### Maître d'ouvrage - CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES D'ILLE ET VILAINE

- \* Le bâtiment est classé III pour les aléas sismiques, l'extension devra donc respecter la réglementation en vigueur. Mission non contractée, proposition envoyé au MO.

### maître d'oeuvre - Isabelle Hiault Architecte

- \* L'étude géotechnique G2 PRO est à nous fournir.  
Hypothèse de sol à proposer notamment partie dallage.
- \* La structure de l'extension doit être SF 1/2h ou visible. Même chose pour les modification dans l'existant.  
A défaut nous confirmer que le SSI A vient compenser le manque de stabilité au feu du bâtiment.
- \* Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur). EI30 à prévoir
- \* Local à risque moyen :  
- Rangement  
Il doit être CF 1h avec une porte CF 1/2h et muni d'un ferme-porte.
- \* L'armoire et l'arrêt d'urgence générale électrique n'est pas représenté sur les plans, et non renseigner dans le CCTP.
- \* Le tableau électrique n'est pas représenté sur les plans
- \* Les luminaires doivent être conforme aux normes de la série EN 60-598
- \* Installations électriques:  
La coupure d'urgence n'est pas renseigné dans le dossier PRO

### BET CVC - ECIE

- \* CVC:  
Les grilles de transferts dans les portes résistantes au feu auront le même degré coupe-feu (3 dotoirs) avec un PV de résistance au feu justifiant de la compatibilité avec la porte.
- \* CVC:  
Caisson de soufflage avec filtration:  
Ce matériel ne peut être installé dans un le local rangement (local à risque particulier ) dans le tipy

- \* CVC:

PAC:

les pièges à son rajoutés seront conformes à l'article CH36 (parois intérieures M0 ou A1, aucun élément combustible, matériau M1 acoustique, isolation extérieure M1 ou B-s3,d0...)

- \* CVC:

Le principe réglementaire de la VMC sera précisée

Une VMC ne peut pas desservir des dortoirs car locaux à non pollution spécifique. Il s'agit alors de ventilation de confort

Si le système existant est une VMC permanente, ces locaux ne peuvent y être raccordés; ni un clapet coupe-feu ajouté

Les plans des installations existantes nous seront adressés

## VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

### RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Etude géotechnique

### OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Plans d'étude béton armé
- Ossature bois - plans d'exécution - note de calcul- certificat de traitement - attestation de conformité CE

### MENUISERIE - VITRAGE

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - plan de repérage par façade - coupe sur appui, linteau, tableau - position bouche entrée d'air VMC
- Procès verbal classement A.E.V.

### ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques

### SECURITE INCENDIE

#### Cloisons et plafonds

- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu ½ heure

#### Portes

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu ½ heure

#### Chauffage / climatisation / ventilation

- Appareil de Chauffage / Climatisation / Ventilation : PV ou Déclaration de conformité (Marquage CE)

### SSI

- Système de Sécurité Incendie : dossier d'identité
- Système de Sécurité Incendie : PV de réception du coordonnateur SSI
- Système de Sécurité Incendie : certificat d'associativité des matériels
- Détection incendie : PV d'essais aux foyers types (NF S 61-970)
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des déclencheurs manuels
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs sonores
- Alarme incendie : PV d'essais fonctionnels

### Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES

## VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type R (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

<b>AF</b>	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
<b>AS</b>	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
<b>AD</b>	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
<b>SO</b>	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
<b>PM</b>	POUR MEMOIRE
<b>HM</b>	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

## **VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)**

### **Référentiels législatifs et réglementaires :**

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

### **Référentiel normatif :**

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### **Référentiel contractuel :**

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>HYPOTHESES GENERALES</b>	AF	Vent : zone II site normal. ✓ Neige : zone A1, altitude < à 200 m
	Référentiel de calcul applicable	AS	Le bâtiment est classé III pour les aléas sismiques, l'extension devra donc respecter la réglementation en vigueur. Mission non contractée, proposition envoyé au MO.
	<b>CONTEXTE GEOTECHNIQUE</b>	AS	L'étude géotechnique G2 PRO est à nous fournir. Hypothèse de sol à proposer notamment partie dallage.
	Moyens de l'étude géotechnique Mission confiée au géotechnicien	SO	
	<b>TERRASSEMENTS, SOUTÈNEMENTS</b>	AF	
	<b>VOIRIES</b>	SO	
	<b>DALLAGES</b>	AF	
	<b>Principe constructif général</b> Eléments constitutifs et assise du dallage Dallage conforme au DTU13.3 adapté à l'usage et au contexte de l'ouvrage Dallage fibré et autres procédés non traditionnels		
	<b>Dispositions particulières</b> Surcharges et critères de tassements compatibles avec les conditions d'exploitation Plateforme support du dallage <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conditions d'assise</li> <li>- Contrôles de la couche de forme</li> <li>- Maintien hors gel du sol d'assise du dallage</li> <li>- Couche de glissement</li> <li>- Isolant sous dallage</li> </ul> Corps de dallage <ul style="list-style-type: none"> <li>- Epaisseur du dallage</li> <li>- Qualité du béton</li> <li>- Ferrailage du dallage</li> </ul> Ouvrages spécifiques		
	<b>FONDATIIONS</b>		
	<b>Principe constructif général</b>	AF	Semelle filante extension.
	<b>SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE</b>	PM	ouverture
	<b>CONSTRUCTION EN BOIS</b>		



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section des chéneaux et noues, positionnement et section des points d'évacuation... Dispositions constructives	HM	Le contrôle du dimensionnement de ces ouvrages ne relève pas de la mission L* ou LP(L*+P1)
	<b>TOITURE TERRASSE ETANCHEE</b>	AF	Étanchéité inaccessible autoprotégée : - bac acier - isolant laine de roche ep. 140mm - SOPRAFIX STICK - ELASTOPHENE FLAM 25 AR
	<b>TOITURE TERRASSE ETANCHEE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude &lt;900 m)</b>		
	<b>FACADES ET PIGNONS</b>		
	<b>BARDAGES, VETURES, VETAGE (avec lame d'air ventilée)</b>	AF	Extension : bardage en écailles de zinc
	<b>MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE</b>	AF	
	<b>MENUISERIES EXTERIEURES</b>		Menuiseries extérieures en aluminium laqué pour dortoir 2
	<b>AUTRES OUVRAGES VERRIERS</b>	SO	

## VIII.2 - Solidité des existants

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Renseignements sur les existants</b>	AF	
	<b>Analyse critique de l'étude géotechnique</b>	SO	
	<b>Ouvrages de structure</b> - Compatibilité des ouvrages avec les surcharges apportées aux : - Charpente	AF	
	<b>Façades</b>	AF	
	<b>Clos - couvert (compatibilité avec les ouvrages rapportés)</b>	SO	

## VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Code de la construction et de l'habitation</b>  <b>Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants</b>	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant	AF	Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements	SO	Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)	AF	Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires		Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire		
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
Art. 1	<b>Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.</b>  Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM  PM AF	  A la charge du MOA

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 2	<p><b>Dispositions relatives aux cheminements extérieurs</b></p> <p><b>I. - Usages attendus</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- cheminement usuel accessible depuis l'accès au terrain à une entrée principale de tout bâtiment</li> <li>- entrée dissociée en cas d'impossibilité avec signalisation et ouverture pour tous (aux heures d'ouverture public)</li> <li>- place PMR à proximité de l'entrée si le cheminement depuis l'accès au terrain n'est pas possible</li> </ul> <p><b>II. - Caractéristiques minimales</b></p> <p><b>1° Repérage et guidage</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- signalisation adaptée dès l'entrée du terrain et là où un choix d'itinéraire est donné</li> <li>- revêtement du cheminement présentant un contraste visuel et tactile pour le cheminement ou mise en place d'un repère continu tactile et visuellement contrasté Si usage de bandes de guidages Conformées à l'annexe 6 (nervures en relief, largeur suffisante, contraste visuel, non glissante, non déformable, sans gêne pour PMR) ou application de la norme NF P 98-352 :2015</li> </ul> <p><b>2° Caractéristiques dimensionnelles :</b></p> <p>a) Profil en long</p> <p>Pente <math>\leq 6\%</math> (exceptionnellement jusqu'à <math>10\%</math> sur une longueur de 2m et jusqu'à <math>12\%</math> sur une longueur de 0,50m)</p> <p>Palier de repos (1,20 m x 1,40 m) en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente <math>\geq 5\%</math></p> <p>Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition) Ressauts interdits en haut et bas de plan incliné</p> <p>Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m</p> <p>Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit</p> <p>Un plan incliné ne présente par de ressaut, ni en haut, ni en bas (sauf seuil et pas de porte)</p> <p>b) Profil en travers</p> <p>Largeur minimale 1,20m</p> <p>Rétrécissement ponctuel entre 0,90m et 1,20m</p> <p>Dévers <math>\leq 3\%</math></p> <p>c) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant</p> <p>Espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour (<math>\varnothing=1,50m</math>) là où un choix de cheminement est donné ainsi que devant les portes d'entrée desservies par cheminement accessible comportant un système de contrôle d'accès</p> <p>Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) à l'exception des portes automatiques coulissantes fonctionnant sur détection de présence et de ceux ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés</p> <p>Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement électrique</p> <p>Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement autre qu'électrique</p> <p><b>3° Sécurité d'usage</b></p> <p>Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue</p>	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.4	<p>Trous et fente de dimension inférieure à 2cm</p> <p>Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...).</p> <p>Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm :</p> <p>Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) de détection à la canne blanche selon annexe 4</p> <p>En cas de remplacement ou d'installation de poteaux ou bornes: respect du gabarit annexe 5</p> <p>Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement</p> <p>En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,25m si distance inférieure à 0,90m du cheminement</p> <p>Repérage des vides accessibles sous escaliers</p> <p>Repérage des parois vitrées</p> <p>Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage</p> <p>Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage</p> <p>En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance: conforme à l'annexe 7 ou norme NF P 98-351</p> <p>Signalisation au croisement d'un cheminement véhicule</p> <p>Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (20 lux)</p> <p>Feux tricolores équipés de répéteurs de phase conformes à l'annexe 8 ou à la NF S 32-002</p> <p><b>Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation</b></p> <p><b>I. - Usage attendu</b></p> <p>Niveau d'accès principal à chaque bâtiment accessible en continuité avec le cheminement extérieur.</p> <p>En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement au personnel repéré accessible et simple</p> <p><b>II. - Caractéristiques minimales</b></p> <p><b>1° Accès</b></p> <p>Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition)</p> <p>Rampe par ordre de préférence : permanente intérieure, permanente extérieure sur voirie, amovible automatique ou manuelle</p> <p>Caractéristiques rampe :</p> <p>Supportant 300 kg</p> <p>Pentes ≤ 6% (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)</p> <p>Suffisamment large</p> <p>Non glissante</p> <p>Contrastée / environnement avec matériaux opaques</p> <p>Absence de vides latéraux pour rampe inclinée permanente</p> <p>Dispositif permettant de se signaler au personnel en cas de rampe amovible (sonnette à minima) Situé à proximité de la porte d'entrée Facilement repérable, visuellement contrasté, identifié Indiquant l'état de fonctionnement si rampe automatique Implanté entre 90cm et 130 cm et à 40 cm d'obstacle</p> <p>Personnel formé à la manipulation de la rampe amovible</p> <p><b>2° Repérage</b></p> <p>Repérage de l'entrée principale (architecture, matériaux ou contrastes)</p> <p>Si numéro ou dénomination établissement à proximité entrée</p> <p>En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement situé hors d'une zone sombre, repéré, signalé</p>	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p><b>3° Atteinte et usage</b></p> <p>Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m)</p> <p>Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles autres qu'électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m)</p> <p>Système d'ouverture électrique des portes utilisable en position debout ou assise</p> <p>Système d'ouverture non électrique des portes utilisable en position debout ou assise</p> <p>Conformité à l'annexe 3 des éléments d'information relatifs à l'orientation dans le bâtiment</p> <p>Signal sonore et visuel lié au fonctionnement des dispositifs d'accès</p> <p>En cas de contrôle d'accès, possibilité de signalement pour personnes sourdes, malentendantes, muettes.</p> <p>Sans vision directe : interphonie avec visualisation.</p> <p>En cas d'installation ou de renouvellement des appareils d'interphonie : boucle d'induction magnétique selon annexe 9 ou NF EN 60.118-4 et retour visuel des informations principales fournies</p>		
Art. 5	<p><b>Dispositions relatives à l'accueil du public</b></p> <p><b>I. - Usage attendu</b></p> <p>Repérage, accessibilité et utilisation d'au moins un point d'accueil adapté à l'entrée</p> <p>Toute information sonore nécessaire à l'utilisation du point d'accueil, transmise par moyens adaptés ou doublée par une information visuelle</p> <p>Eclairage renforcé dans les espaces ou équipements de communication</p> <p><b>II. - Caractéristiques minimales</b></p> <p>Banques d'accueil et mobilier en faisant office utilisables assis ou debout avec communication visuelle</p> <p>Équipement destiné à lire, écrire ou utiliser un clavier (hauteur maximale 0,80m, vide en partie inférieure 0,30m x 0,60m x 0,70m)</p> <p>Si accueil sonorisé (si renouvellement ou installation): obligation d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique selon annexe 9 ou conforme à la norme NF EN 60118-4 avec pictogramme correspondant</p> <p>BIM obligatoire pour ERP avec mission de service public et ERP de 1ère et 2ème catégorie</p> <p>Eclairage du poste d'accueil selon art 14 (200 lux)</p>	AF	
Art. 6	<p><b>Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales</b></p> <p><b>I. - Usage attendu</b></p> <p>Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales</p> <p>Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.</p> <p><b>II. - Caractéristiques minimales</b></p> <p><b>1° Caractéristiques dimensionnelles :</b></p>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>a) Profil en long</p> <p>Pente <math>\leq 6\%</math> (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)</p> <p>Palier de repos (1,20 m x 1,40 m) en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente <math>\geq 5\%</math></p> <p>Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition) Ressauts interdits en haut et bas de plan incliné</p> <p>Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m</p> <p>Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit</p> <p>b) Profil en travers</p> <p>Largeur minimale 1,20m (allées structurantes)</p> <p>Rétrécissement ponctuel entre 0,90m et 1,20m</p> <p>Dévers <math>\leq 3\%</math></p> <p>c) Profil en travers (allées non structurantes)</p> <p>Largeur minimale 1,05m au sol et 0,90m mini au-dessus de 20 cm du sol</p> <p>Espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour (<math>\varnothing=1,50m</math>) tous les 6m et aux croisements des allées non structurantes</p> <p>Dévers <math>\leq 3\%</math></p> <p>d) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant</p> <p>Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) à l'exception des portes automatiques coulissantes fonctionnant sur détection de présence et de ceux ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés</p> <p>Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement électrique</p> <p>Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement autre qu'électrique</p> <p><b>2° Sécurité d'usage</b></p> <p>Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue</p> <p>Trous et fente de dimension inférieure à 2cm</p> <p>Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...).</p> <p>Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm :</p> <p>Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) détectable à la canne selon annexe 4</p> <p>En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement</p> <p>Repérage des vides accessibles sous escaliers</p> <p>Repérage des parois vitrées</p> <p>Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage</p> <p>Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage</p> <p>En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance :</p> <p>Conformes à l'annexe 7 (plots régulièrement espacés, largeur suffisante, contrastée visuellement, non glissante, sans gêne pour PMR, distance = pas de freinage)</p> <p>ou norme NF P 98-351</p> <p>Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (100 lux)</p>	<p>PM</p> <p>AF</p>	
Art.9	<p><b>Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes</b></p>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.10	<p><b>I. - Usage attendu</b></p> <p>Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée</p> <p>Absence de gêne visuelle ou sonore</p>	AF	
	<p><b>II. - Caractéristiques minimales</b></p> <p>Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm</p> <p>Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels)</p> <p>En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restauration</p>		
Art.10	<p><b>Dispositions relatives aux portes, portiques et sas</b></p>	AF	
	<p><b>I. - Usage attendu</b></p> <p>Repérage des portes vitrées</p> <p>Toutes portes manoeuvrables</p> <p>Absence de danger pour portes battantes et automatiques</p> <p>SAS de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes</p> <p>Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)</p> <p><b>II. - Caractéristiques minimales</b></p> <p><b>1° Caractéristiques dimensionnelles</b></p> <p>Largeur passage utile minimal de 1,20m pour desserte à partir de 100 personnes.</p> <p>Vantail principal de 0,80m en cas de doubles vantaux (0,77 en largeur utile)</p> <p>Largeur minimale de 0,80m pour locaux recevant moins de 100 personnes. (0,77 en largeur utile)</p> <p>Largeur utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m</p> <p>Espaces de manoeuvre des portes (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) autres que celles ouvrant sur un escalier et des sanitaires, douches et des cabines d'essayage ou de déshabillage non adapté</p> <p>Espace de manoeuvre des portes de sas (espace rectangulaire de 1,20m x 1,70m en poussant et de 1,20m x 2,20m en tirant) hors du débattement de porte non manoeuvrée</p> <p><b>2° Atteinte et usage</b></p> <p>Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis »</p> <p>Temps d'ouverture automatique adapté et détection de personnes de toutes tailles</p> <p>Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux</p> <p>Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N</p> <p>Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées</p> <p><b>3° Sécurité d'usage</b></p> <p>En cas de travaux ou renouvellement, contraste visuel des portes ou encadrement ainsi que poignées par rapport à l'environnement</p> <p>Repérage des portes vitrées</p>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 12	<p><b>Dispositions relatives aux sanitaires</b></p> <p><b>I. - Usage attendu</b></p> <p>Présence d'au moins un cabinet d'aisance aménagé et d'un lavabo accessible par niveau accessible au public disposant de cabinet d'aisance</p> <p>Emplacement identique aux autres cabinets d'aisance regroupés</p> <p>Respect de la séparation par sexe non obligatoire. Accès au sanitaire PMR « mixte » depuis une circulation commune avec signalisation</p> <p>Accessibilité d'au moins un lavabo, miroir, distributeur de savon, sèche main</p> <p><b>II. - Caractéristiques minimales</b></p> <p><b>1° Caractéristiques dimensionnelles</b></p> <p>Espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débattement de porte</p> <p>Espace de manoeuvre (<math>\varnothing = 1,50\text{m}</math>) à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur à proximité de la porte et espace manoeuvre de porte</p> <p><b>2° Atteinte et usage</b></p> <p>Dispositif de fermeture de porte</p> <p>Lave main à hauteur maximale 0,85 m</p> <p>Cuvettes entre 0,45 m et 0,50 m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants)</p> <p>Barre d'appui entre 0,70 m et 0,80 m</p> <p>Lavabo : vide en partie inférieure 0,30 m x 0,60 m x 0,70 m. Le choix du lavabo et de la robinetterie doivent permettre un usage complet en position assis</p> <p>Usage complet du lavabo en position assis notamment robinetterie</p> <p>Urinoirs en batterie positionnés à des hauteurs différentes</p>	AF	
Art. 13	<p><b>Dispositions relatives aux sorties</b></p> <p><b>I. - Usage attendu</b></p> <p>Repérage, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal</p> <p><b>II. - Caractéristiques minimales</b></p> <p>Sortie d'usage normal repérable directement soit par signalisation conforme annexe 3</p> <p>Absence de confusion avec les sorties de secours</p>	AF	
Art. 14	<p><b>Dispositions relatives à l'éclairage</b></p> <p><b>I. - Usage attendu</b></p> <p>Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique</p> <p><b>II. - Caractéristiques minimales</b></p> <p><b>Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol :</b></p>	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	des cheminements extérieurs accessibles et parcs stationnement extérieurs : 20 lux, des postes d'accueil ou mobilier en faisant office : 200 lux, des circulations intérieures horizontales : 100 lux, des escaliers et équipements mobiles : 150 lux des circulations piétonnes des parcs de stationnement et tout autre point des parcs de stationnement : 20 lux.  <b>Autres dispositions :</b> Extinction progressive en cas de temporisation Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence Absence d'éblouissement et de reflet sur signalétique		
Art. 15	<b>Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement</b>	PM	Article 16 à 19
Art. 21	<b>Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007</b>	PM	
Art. 22	<b>Date d'application : 1er janvier 2015</b>	PM	
Art. 23	<b>Publication au journal officiel</b>	PM	

## VIII.4 - Classement et référentiel

### Présentation de l'établissement :

Halte garderie qui se trouve dans un centre social.

Établissement de type S, L, W et R de 2ème catégorie (effectif public : 930 ; effectif personnel 30).

La halte garderie est un établissement de type R, pouvant accueillir 22 personnes.

Les locaux accessibles au public sont : le hall, les 3 dortoirs, la salle d'activités, les sanitaires, la salle de change et le bureau.

### Description sommaire des installations :

- Installations électriques :
- Equipement d'alarme / SSI :

R+1/R+2 inchangé

Date d'application du référentiel réglementaire : 03/10/2023

### Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : Déclaration du maître d'ouvrage.

Effectif du public : 22 personnes

Effectif public + personnel : 22 personnes

<b>2ème catégorie de type R</b>
---------------------------------

### PV de commission de sécurité justifiant le classement :

PV du 22 octobre 2024 pour le PC0352382410184.

E238.30260

### Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 13/01/2004 portant approbation des dispositions particulières applicables au type R
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

**Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :**

néant.

**Autres prescriptions particulières :**

néant.

## VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p><b>Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public</b></p> <p><b>Section I - Classement des Etablissements</b></p> <p>GN 1 Classement des établissements.</p> <p>GN 2 Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.</p> <p>GN 3 Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.</p> <p><b>Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement</b></p> <p>GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité.</p> <p>GN 5 Etablissement comportant des locaux de types différents.</p> <p>GN 6 Utilisation exceptionnelle des locaux.</p> <p>GN 7 Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.</p> <p>GN 8 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.</p> <p>GN 9 Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.</p> <p>GN 10 Application du règlement aux établissements existants.</p> <p><b>Section III - Contrôle des Etablissements</b></p> <p>GN 11 Notification des décisions.</p> <p>GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.</p> <p><b>Section IV - Travaux</b></p> <p>GN 13 Travaux dangereux.</p> <p><b>Section V - Normalisation</b></p> <p>GN 14 <b>Conformité aux normes - Essais de laboratoires.</b></p> <p>GN 14 Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI</p> <p>GN 14 Matériels du SSI</p> <p>GN 14 Matériels électriques</p> <p>GN 14 Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson</p> <p>GN 14 Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.</p> <p><b>Livre II Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories</b></p> <p><b>Titre Premier Dispositions Générales</b></p> <p><b>Chapitre Premier - Généralités</b></p> <p>GE 1 Objet.</p>	<p>PM</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>HM</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>HM</p> <p>PM</p> <p>PM</p>	<p>Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêtés du 23/02/2018, 10/05/2019, 07/02/2022 et précédents</p> <p>Cf « Classement et référentiel »</p> <p>Le bâtiment est classé en 2eme catégorie de type R W L S.</p> <p>A respecter par l'exploitant.</p> <p>A respecter par l'exploitant.</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Section I - Contrôle des Etablissements</b>		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	<b>Section II - Vérifications Techniques</b>		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.	PM	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	PM	
GE 9	Rapports de vérifications.	PM	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
	<b>Chapitre II - Construction</b>		
	<b>Section III - Résistance au Feu des Structures</b>		
CO 11	Généralités.	PM	
CO 12	Résistance au feu des structures et planchers d'un bâtiment occupé en totalité ou partiellement par l'établissement recevant du public - Règles générales.	AS	<b>La structure de l'extension doit être SF 1/2h ou visible. Même chose pour les modification dans l'existant. A défaut nous confirmer que le SSI A vient compenser le manque de stabilité au feu du bâtiment.</b>
CO 13	Cas particuliers de résistance au feu de certains éléments de structure.	PM	
CO 14	Cas particuliers des bâtiments en rez-de-chaussée.	SO	
CO 15	Cas particuliers de certains bâtiments à trois niveaux au plus.	SO	
CO 16 - CO 18	<b>Section IV - Couvertures</b>	HM	
CO 19 - CO 22	<b>Section V - Façades</b>	HM	
	<b>Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage</b>		
CO 23	Généralités.	PM	
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	AS	<b>Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).EI30 à prévoir</b>
CO 25	Compartiments.	SO	
CO 26	Recoupement des vides.	SO	
	<b>Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers</b>		
CO 27	Classement des locaux en fonction de leurs risques.	PM	
CO 28	Locaux à risques particuliers.	AS	<b>Local à risque moyen : - Rangement Il doit être CF 1h avec une porte CF 1/2h et muni d'un ferme-porte.</b>
CO 29	Locaux à risques courants et logements du personnel.	PM	
	<b>Section VIII - Conduits et Gaines</b>		
CO 30	Généralités.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 31	Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques courants ou moyens accessibles ou non au public.		
CO 32	Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques importants.		
CO 33	Vide-ordures et monte-charge.		
<b>Section IX - Dégagements</b>			
Sous-section 1 - Dispositions générales			
CO 34	Terminologie.	PM	
CO 35	Conception des dégagements.	AF	
CO 36	Unité de passage, largeur de passage.	AF	
CO 37	Saillies et dépôts.	PM	
CO 38	Calcul des dégagements.	AF	
CO 39	Calcul des dégagements des locaux recevant du public installés en sous-sol.	AF	
CO 40	Enfouissement maximal.	SO	
CO 41	Dégagements accessoires et supplémentaires.	SO	
CO 42	Balisage des dégagements.	AF	
Sous-section 2 - Sorties			
CO 43	Répartition des sorties, distances maximales à parcourir.	AF	
CO 44	Caractéristiques des blocs-portes.	AF	
CO 45	Manoeuvre des portes.	AF	
CO 46	<b>Portes des sorties de secours.</b>		
CO 46§1	Manoeuvre des portes.	AF	
CO 46§2	Verrouillage des portes.	AF	
CO 46§3	Dispositifs de dissuasion.	PM	
CO 47	Portes à fermeture automatique.	SO	
CO 48	Portes de types spéciaux.		
<b>Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier</b>			
AM 1	Généralités.	PM	
<b>Section I – Produits et Matériaux de Parois</b>			
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	SO	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	SO	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 8	Produits d'isolation.	PM	Isolant laine de bois et plafond acoustique tasseau de bois chataignier
<b>Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés</b>			
AM 15	Principe général.	AF	
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.	AF	
AM 17	Planchers légers surélevés.	AF	
AM 18	Rangées de sièges.	SO	
<b>Section V – Elements à vocation décorative</b>			
AM 19	Arbres de Noël et décorations florales.	PM	A respecter par l'exploitant
AM 20	Appareils fonctionnant à l'éthanol.	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
DF 1 - DF 10	<b>Chapitre IV - Désenfumage</b>	SO	
	<b>Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire</b>		
	<b>Section I - Généralités</b>		
CH 1	Objectif et domaine d'application.	PM	
CH 2§1	Règles applicables aux appareils		
CH 2§2	Règles applicables aux installations		
CH 3	<b>Sources énergétiques autorisées.</b>	HM	
CH 4	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
CH 5 - CH12-1 §6	<b>Section II - Implantation des Appareils de Production de Chaleur</b>	HM	
CH 13 - CH 17	<b>Section III - Stockage des Combustibles</b>	HM	
CH 18 à CH 22	<b>Section IV - Distribution en Phase Liquide de Butane et de Propane</b>		Section abrogée par arrêté du 14/02/2000.
CH 23 - CH 25	<b>Section V - Chauffage à Eau Chaude, à Vapeur et à Air Chaud</b>	HM	
	<b>Section VI - Eau Chaude Sanitaire</b>		
CH 26	Production d'eau chaude sanitaire.	AF	BES elec
CH 27	Calorifugeage.	SO	
	<b>Section VII - Traitement d'Air et Ventilation</b>		
CH 28	Installation de ventilation.	PM	
	Sous-section 1 - Ventilation de confort		
CH 29	Température de l'air.		
CH 30			Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 31			Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 32	Circuit de distribution et de reprise d'air.	PM	Clapet coupe-feu vers ALSH
		<b>AS</b>	<b>CVC:</b> <b>Les grilles de transferts dans les portes résistantes au feu auront le même degré coupe-feu (3 dortoirs) avec un PV de résistance au feu justifiant de la compatibilité avec la porte.</b>
CH 33	Prises et rejets d'air.		
CH 34	Dispositifs de sécurité.		
CH 35	Equipements ou installations utilisant des fluides frigorigènes		
CH 35§2	- Dispositions applicables quel que soit le fluide frigorigène utilisé		
CH 35§3	- Dispositions applicables en cas d'emploi de fluides frigorigènes inflammables (hors salle des machines)		
CH 35§3	- Dispositions applicables en cas d'emploi de fluides frigorigènes inflammables (en salle des machines)		
CH 35§4 et 5	- Emploi de fluides frigorigènes toxiques ou production de froid à combustion		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CH 36	Centrale de traitement d'air.	AD	CVC: Caisson de soufflage avec filtration: Ce matériel ne peut être installé dans un le local rangement (local à risque particulier ) dans le tipy
		AS	CVC:  PAC: les pièges à son rajoutés seront conformes à l'article CH36 (parois intérieures M0 ou A1, aucun élément combustible, matériau M1 acoustique, isolation extérieure M1 ou B-s3,d0...)
CH 37	Batterie de résistance électrique.		
CH 38	Filtres.		
CH 39	Entretien des filtres.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 40	Unités de toiture monoblocs sans combustion		
CH 40	Unités de toiture monoblocs à combustion		
	Sous-section 2 - Ventilation mécanique contrôlée		
CH 41	Principes de sécurité des installations de ventilation mécanique contrôlée.	AS	CVC:  Le principe réglementaire de la VMC sera précisée Une VMC ne peut pas desservir des dortoirs car locaux à non pollution spécifique. Il s'agit alors de ventilation de confort  Si le système existant est une VMC permanente, ces locaux ne peuvent y être raccordés; ni un clapet coupe-feu ajouté  Les plans des installations existantes nous seront adressés
CH 42	Mise en place de dispositifs d'obturation.		
CH 43	<b>Fonctionnement permanent du ventilateur.</b>		
CH 43§1	Restriction d'utilisation.		
CH 43§2	Alimentation électrique du ventilateur.		
CH 43§3	Caractéristiques du ventilateur.		
CH 43§4	« Ecart au feu » des conduits.		
	<b>Section VIII - Appareils Indépendants de Production, Emission de Chaleur</b>		
CH 44	Définitions et généralités.		
CH 45	Appareils électriques.		
CH 46	Appareils à combustion.		
CH 47	Limites d'emploi des appareils à combustion.		
CH 48	Règles d'installation des appareils à combustion.		
CH 49	Combustible.		
CH 50	Conduits de raccordement.		
CH 51	Evacuation des produits de combustion.		
CH 52	Appareils à combustible liquide.		
CH 53	Aérothermes, tubes rayonnants et panneaux radiants à gaz.		
CH 54	Système de chauffage par tubes rayonnants à génération centralisée.		
CH 55	Cheminées à foyer ouvert ou fermé, inserts et appareils fonctionnant à l'éthanol.		
CH 56	Appareils de chauffage de terrasse.		
	<b>Section IX - Entretien et Vérification</b>		
CH 57	Entretien.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 58	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
	<b>Chapitre VII - Installations électriques</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Section I - Généralités</b>		
EL 1	<b>Objectifs.</b>	PM	
EL 2	<b>Documents à fournir.</b>		Voir liste des documents à transmettre.
EL 3	<b>Définitions.</b>	PM	
EL 4	<b>Règles générales.</b>		
EL 4§1	Conformité au code du travail et aux normes applicables	<b>AS</b>	<b>L'armoire et l'arrêt d'urgence générale électrique n'est pas représenté sur les plans, et non renseigner dans le CCTP.</b>
EL 4§2	Cheminement des canalisations étrangères à l'établissement	PM	
EL 4§3	Séparation des circuits desservant les locaux et dégagements public et non public	PM	
EL 4§4	Conditions de poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale	SO	
EL 4§5	Tension de service des équipements dans les locaux et dégagements accessibles au public	PM	
EL 4§6	Installations électriques des locaux à risques particuliers d'incendie	PM	
	<b>Section II – Règles d'Installation</b>		
EL 5	<b>Locaux de service électrique.</b>	PM	
EL 5§1	Définition.	PM	
EL 5§2	Identification et accès.	PM	
EL 5§3	Isolement des locaux de service électrique.		
EL 5§4	Moyens d'extinction.		
EL 5§5	Eclairage de sécurité.	PM	
EL 6	<b>Matériels à haute tension ou contenant des diélectriques susceptibles d'émettre des vapeurs inflammables ou toxiques.</b>	SO	
EL 7	<b>Implantation des groupes électrogènes.</b>		
EL 7§1	Isolement du local groupe électrogène hors cogénération.		
EL 7§2	Installation de cogénération.		
EL 7§3	Ventilation du local.		
EL 7§4	Combustible liquide.		
EL 7§5	Combustible gazeux.		
EL 7§6	Gaz de combustion.		
EL 8	<b>Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs).</b>	SO	
EL 9	<b>Tableaux "normaux".</b>	<b>AS</b>	<b>Le tableau électrique n'est pas représenté sur les plans</b>
EL 10	<b>Canalisations des installations "normal-remplacement".</b>	PM	
EL 10§1	Distribution des installations par des canalisations fixes.	PM	
EL 10§2	Câbles et conducteurs de la catégorie C2.	PM	
EL 10§3	Conformité aux normes des systèmes de conduits, chemins de câbles et goulottes.	PM	
EL 10§4	Obturation des traversées de parois par les canalisations électriques.		
EL 10§5	Matériaux constitutifs du coffrage des canalisations électriques.		
EL 10§6	Cheminement des canalisations d'alimentation de l'établissement	SO	
EL 11	<b>Appareillages et appareils d'utilisation.</b>	PM	
	<b>Section III – Installation de Sécurité</b>		
EL 12	<b>Alimentation électrique des installations de sécurité.</b>	SO	
EL 13	<b>Alimentation électrique de sécurité.</b>	SO	
EL 14	<b>Alimentation électrique des installations de sécurité à partir d'une dérivation issue du tableau principal.</b>	SO	
EL 15	<b>Tableaux des installations de sécurité alimentées par une alimentation électrique de sécurité.</b>	SO	
EL 16	<b>Circuits d'alimentation en énergie des installations de sécurité.</b>	SO	
EL 17	<b>Signalisations.</b>	SO	
	<b>Section IV – Maintenance, Exploitation et Vérification</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
EL 18	Maintenance, exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant. Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
EL 19	Vérifications techniques.	PM	
	<b>Section V - Installations Temporaires</b>		
EL 20	Généralités.	PM	
EL 21	Installations de travaux.	PM	
EL 22	Installations de dépannage.	SO	<b>Les luminaires doivent être conforme aux normes de la série EN 60-598</b>
EL 23	Installations semi-permanentes.	SO	
	<b>Chapitre VIII - Eclairage</b>		
	<b>Section I - Généralité</b>		
EC 1	Objectifs.	PM	
EC 2	Règles générales.	PM	
EC 3	Définitions des différents éclairages.	PM	
EC 4	Documents à fournir.	PM	
EC 5	Appareils d'éclairage.	AS	
	<b>Section II - Eclairage Normal</b>		
EC 6	Règles de conception et d'installation.	PM	
	<b>Section III - Eclairage de Sécurité</b>		
EC 7	Conception générale.		
EC 8	Fonctions de l'éclairage de sécurité.	PM	
EC 9	Eclairage d'évacuation.	PM	
EC 10	Eclairage d'ambiance ou d'anti-panique.	PM	
EC 11	Conception de l'éclairage de sécurité à source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs.		
EC 12	Conception de l'éclairage de sécurité par blocs autonomes.		
EC 13	Maintenance et entretien.	HM	A la charge de l'exploitant A la charge de l'exploitant Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
EC 14	Exploitation.	HM	
EC 15	Vérifications.	PM	
	<b>Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie</b>		
	<b>section I - Généralités</b>		
MS 1	Différents moyens de secours.	PM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
MS 2	Dispositions particulières.	PM	
MS 3	Documents à fournir.	HM	
<b>MS 4 - MS 40</b>	<b>Section II - Moyens d'Extinction</b>	HM	
	<b>Section III - Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers</b>		
MS 41	Affichage du plan de l'établissement.		
MS 42	Moyens pour faciliter l'action des sapeurs-pompiers.		
MS 43	Tours d'incendie.		
MS 44	Trémies d'attaque.		
	<b>Section IV - Service de Sécurité d'Incendie</b>		
MS 45	Généralités.	HM	A respecter par l'exploitant.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
MS 46	Composition et missions du service.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 47	Consignes.		
MS 48	Formation et qualification du personnel du service de sécurité incendie.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 49	Service assuré par des sapeurs-pompiers.	HM	A la charge des services de sécurité.
MS 50	Poste de sécurité.		
MS 51	Exercices d'instruction.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 52	Présence de l'exploitant.	HM	A respecter par l'exploitant.
	<b>section V - Système de Sécurité Incendie (S.S.I)</b>		
MS 53	Objet.		
MS 54	Zones : terminologie.	PM	
MS 55	Conception des zones.		
	Sous-section 1 - Systèmes de détection incendie		
MS 56	Principes généraux.		
MS 57	Contraintes liées au système de détection incendie.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 58	Obligations de l'installateur et de l'exploitant.		
	Sous-section 2 - Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)		
MS 59	Généralités.		
MS 60	Automatismes.		
	Sous-section 3 - Système d'alarme		
MS 61	Terminologie.	PM	
MS 62	Classement.		
MS 63	Utilisation de l'alarme générale sélective.		
MS 64	Principes généraux d'alarme.		
MS 65	Conditions générales d'installation.		
MS 66	Règles spécifiques applicables aux équipements d'alarme des types 1 et 2.		
MS 67	Conditions d'exploitation.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Sous-section 4 - Entretien et consignes d'exploitation		
MS 68	Entretien.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 69	Consignes d'exploitation.	HM	A respecter par l'exploitant.
	<b>Section VI - Système d'Alerte</b>		
MS 70	Définition, règles générales.		
MS 71	Communications radioélectriques.		
	<b>Section VII - Entretien, Vérifications et Contrôles</b>		
MS 72	Entretien et signalisation.		
MS 73	Vérifications techniques.		
MS 74	Contrôles.	HM	Concerne l'exploitant.
MS 75	Autres obligations de l'exploitant.	HM	A respecter par l'exploitant.

## VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (\*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Chapitre VI - Etablissements du Type R (Etablissements d'enseignement, colonies de vacances)</b>		Arrêté du 04/06/1982 modifié par arrêté du 11/12/2009 et précédents.
	<b>Section I - Généralités</b>		
R1	Etablissements assujettis	AF	Halte garderie
R2	Détermination de l'effectif	AF	Cf « Classement et référentiel » Accueil 22 enfants.
R3	Conditions particulières d'exploitation	HM	A respecter par l'exploitant.
	<b>Section II - Construction</b>		
R6	Conception de la distribution intérieure et stabilité au feu des structures	PM	
R9	Volumes libres intérieurs	SO	
R10	Locaux à risques	PM	
	<b>Section III - Dégagements</b>		
R13	Largeur des dégagements	PM	
R14	Dégagements des écoles maternelles, crèches, haltes-garderies et jardins d'enfants	AF	
R16	Portes	SO	
	<b>Section V - Désenfumage</b>		
R19	Domaine d'application	SO	
	<b>Section VI - Chauffage, Ventilation</b>		Chauffage gaz inchangé VMC simple flux et double flux
R20	Règles d'utilisation	PM	
R21	Température des appareils d'émission.	AF	L'émission Finimetal ou
R22	Ventilation	PM	
R23	Installations pédagogiques	SO	
	<b>Section VII - Installations Electriques</b>		
R24	Appareillage des écoles maternelles	SO	Article abrogé.
R25	Coupure d'urgence	AS	<b>Installations électriques:</b> <b>La coupure d'urgence n'est pas renseigné dans le dossier PRO</b>
	<b>Section VIII - Eclairage</b>		
R26	Eclairage normal	SO	Article abrogé.
R27	Eclairage de sécurité		
	<b>Section IX - Cuisines</b>		
R29	Cuisines pédagogiques		
	<b>Section X - Moyens de Secours</b>		
R30	Moyens d'extinction	PM	
R31	Système de sécurité incendie, système d'alarme	AF	SSI catégorie A + équipement d'alarme de type 1.
R31 §1	- Etablissements avec locaux à sommeil		
R31 §2	- Equipement d'alarme		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R31 §3	- Cas des établissements multi-bâtiments		
R32	Système d'alerte	PM	
R33	Exercices d'évacuation	HM	A respecter par l'exploitant.

## VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

### REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

#### applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p><b>Sécurité des occupants</b></p> <p><b>Implantation et caractéristiques des garde-corps</b></p> <p><b>Implantation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aux abords du bâtiment</li> <li>- En façade : allèges de baies, balcons, terrasses</li> <li>- Dans les cages d'escaliers , circulations, zones publiques</li> <li>- Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation</li> </ul>		
CCH L134-12			
NF P01-012 - 1988	<p><b>Dimensions des garde-corps conformes à la NF P01-012</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hauteur de protection normale</li> <li>- Hauteur de protection réduite avec appui précaire</li> <li>- Eléments permettant l'agenouillement</li> <li>- Espacement entre éléments de remplissage</li> </ul>	HM	Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.
NF P01-012-2024	<p><b>Caractéristiques des éléments de protection</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hauteur - épaisseur</li> <li>- Risques d'appuis sur l'élément</li> <li>- Risques de dénivelés</li> <li>- Vides dans l'élément - risque de passage à travers</li> <li>- Résistance des éléments aux charges</li> </ul>		Le champ visé est celui des chutes accidentelles dans le cadre d'un usage normal
P01-013	<p><b>Résistance aux chocs de sécurité</b></p> <p>Résistance conventionnelle ou vérifiée par essais</p>		
NF E85-015	<p><b>Dimensions des garde-corps conformes à la NF E85-015</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Obligation de garde-corps si risque de chute 50 cm</li> <li>- Hauteur de protection</li> <li>- Lisse intermédiaire, plinthe</li> <li>- Espace libre entre éléments de garde-corps.</li> </ul>	HM	Se référer à la mission L ou LP par ailleurs
DTU 39-P5	<p><b>Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité</b></p>		
Chapitre 4	<p><b>Protection contre les chutes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Façades : allèges et parois vitrées</li> <li>- Garde-corps</li> </ul>		
Chapitre 5	<p><b>Risque de blessure en cas de heurt</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Caractéristiques des portes, portes fenêtres, et parties attenantes, impostes</li> </ul>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Visualisation</li> <li>- Traitement des bords libres accessibles</li> <li>- Cas particulier : séparation des balcons</li> <li>- Cas particulier des établissements scolaires</li> <li>- Cas particulier des établissements sportifs couverts</li> </ul>		
<b>Chapitre 6</b>	<b>Risque de blessure en cas de chute de morceaux de verre</b> Ouvrages inclinés Réceptacle au droit des passages traversants		
<b>Chapitre 7</b>	<b>Vitrages situés en zone sismique</b>	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission PS si celle-ci nous a été confiée
<b>Chapitre 7</b>	<b>Vitrages exposés aux risques de cyclones</b>	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
<b>PPRN</b>	<b>Vitrages exposés aux risques d'avalanches</b>	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
	<b>CODE DU TRAVAIL</b>		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	<b>Livre II</b>		
	<b>Titre I</b>		
	<b>Chapitre IV</b>		
	<b>SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL</b>		
	<b>Section I Caractéristiques des bâtiments</b>		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture		
R4214-6	Parois transparentes ou translucides		
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13		
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents		
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées		
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber		
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93		
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails		
	<b>Section 2 Voies de circulation et accès</b>		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge		
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants		
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	
	<b>Section 3 : Quais et rampes de déchargement</b>		
R4214-18	Application des articles R4214-9 à R4214-12 aux quais extérieurs	HM	
R4214-19	Prise en compte des dimensions des charges transportées	HM	
R4214-20	Nombre et implantation des issues		
R4214-21	Rampes et quais disposés et aménagés de manière à éviter les risques de chute		
R4214-22 à 25	<b>Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail</b>	HM	
R4214-26 à 28	<b>Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés</b>	HM	Voir mission spécifique
	<b>Chapitre V</b>		
	<b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</b>		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.		
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses		
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.		
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.		
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.		
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)		
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.		
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)		
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension		
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.		
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)		
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.		
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.		
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)		
	<b>CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation</b>		
	<b>Section 1 Dispositions générales</b>		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section		(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation		
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée		
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents		
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents		
R4216-3	Isolement des Tiers		
R4216-4	Détermination de l'effectif		
	<b>Section 2 Dégagements</b>		
R4216-5	Largeur des dégagements.		
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12		
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac		
R4227-6	Manoeuvre des portes		
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut		
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements		
R4227-9	Conception escaliers		
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers		
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols		
R4227-13	Signalisation des issues		
R4227-14	Eclairage de sécurité		
R4216-7	Saillies et dépôts		
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements		
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.		
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation		
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements		
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers		
	<b>Section 3 Désenfumage</b>		
R4216-13	Définition des zones à désenfumer : locaux en fonction de la surface et escaliers		
R4216-14	Règles de dimensionnement et d'installation du désenfumage naturel		
R4216-15	Règles de dimensionnement du désenfumage mécanique		
R4216-16	Voir arrêté d'application	PM	
	<b>Section 4 Chauffage des Locaux</b>		
R4216-17	Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers		
R4227-16	Combustibles liquides		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-18	Installations des appareils	HM	
R4227-19	Alimentation des appareils		
R4227-20	Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie		
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment		
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution		
R4216-20	Usage de la brasure tendre		
	<b>Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables</b>		
R4216-21-1	Dispositions générales pour la prévention des risques d'explosion (R4227-42)		
R4216-21-2	Dispositions spécifiques relatives aux installations électriques		
R4216-21-3	Arrêté spécifique pour installations industrielles utilisant gaz combustible et hydrocarbures liquéfiés		
R4216-22	Ventilation	PM	Pour mémoire, un système d'alarme adapté au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise est à prévoir Décret 2009-1272 du 21/10/09
R4216-23	Dispositions prises pour la conception des locaux		
	<b>Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol</b>		
R4216-24	Dispositions complémentaires prenant en compte l'augmentation des risques en cas de sinistre : (Stabilité au feu structure ; Isolement des Tiers)		
R4216-25	Accès aux façades		
R4216-26	Protection des escaliers		
R4216-27	Dispositions pour la distribution intérieure et aménagements intérieurs		
R4216-28	Prise en compte de la classification des matériaux et des éléments de construction dans les prescriptions de l'article précédent		
R4216-29	Voir arrêté pour modalités d'application		
	<b>Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie</b>		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41	PM	
R4227-28	Responsabilité employeur		
R4227-29	Extincteurs		
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire		
R4227-31	Accès et manipulation faciles		
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité		
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction		
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)		
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux		
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)		
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité		A la charge de l'employeur
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	<b>Section 8 – Prévention des explosions</b>		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	<b>Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative</b>		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	<b>Arrêté du 5 Août 1992</b>		
	<b>Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol</b>		
Art. 1	Généralités.		
Art. 2	Référence à la classification des matériaux et des éléments de construction.		
Art. 3	Accessibilité des bâtiments.		
Art.4	Isolement latéral et prescriptions relatives aux couvertures.		
Art.5	Plancher sur vide sanitaire non aménageable.		
Art.6	Cloisonnement traditionnel. Compartiments. Locaux à risques particuliers.		
Art. 7	Recoupement des combles inaccessibles. Gaines et conduits.		
Art.8	Escaliers et ascenseurs encloués Escaliers et ascenseurs à l'air libre		
Art. 9	Revêtements muraux des locaux et dégagements Plafonds et plafonds suspendus des locaux et dégagements Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds Revêtements de sol Revêtements des escaliers encloués Revêtements en matériaux isolants Eléments de décoration Tentures, portières, rideaux, voilages Gros mobiliers, agencement principal, plancher légers en superstructure		
	<b>Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 &amp; 2 du Code du travail</b>		
Art.10	Généralités.		
Art.11	Locaux et dégagements où un désenfumage est obligatoire.		
Art.12	Désenfumage naturel.		
Art.13	Désenfumage par tirage mécanique.		
Art.14	<b>Règles relatives aux systèmes de désenfumage</b>		
Art.14	- Règles relatives aux systèmes de désenfumage naturel		
Art.14	- Règles relatives aux systèmes de désenfumage mécanique		
Art 14	- Alimentation électrique des installations de désenfumage mécanique.		
Art 14	Atrium : règles de construction suivant l'IT 263		
Art 14	Atrium : principes de désenfumage suivant IT 263		
Art.15	Vérification des installations de désenfumage.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Arrêté du 23/06/19 78	<b>Installations de Chauffage</b>  Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public		Il est rappelé que la mission SEI ne porte pas sur les articles relatifs à la prévention du risque lié à la présence de légionnelles ou autres germes pathogènes.
Arrêté du 21/03/19 68	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides</b>  Règles techniques et de sécurité applicables au stockage et à l'utilisation de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et la réglementation des établissements recevant du public.		
Arrêté du 01/07/20 04	<b>Installations de Stockage Produits pétroliers</b>  Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages de produits pétroliers.		
Arrêté du 30/07/19 79	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés</b>  Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages fixes d'hydrocarbures liquéfiés non soumis à la législation des installations classées ou des immeubles recevant du public.		
Arrêté du 23/02/20 18	<b>Installations de Gaz</b>  Règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes Organe de coupure Alimentation en gaz Ventilation des locaux Évacuation des produits de combustion		
Arrêté du 22/10/19 69	<b>Conduits de Fumée</b>  Conduits de fumée desservant les logements.  <b>DETECTEURS DE FUMÉE DANS LES LIEUX D'HABITATION</b>  <b>Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013</b>		PM Y compris logement de fonction ou occupé en raison de l'exercice d'un emploi.  PM Les avis sont donnés au regard de la réglementation applicable mais la responsabilité de l'installation, la mise sous tension et l'entretien incombent au propriétaire.  HM L'entretien des détecteurs est à respecter par l'occupant
Art 3 décret 2011-36	Obligation pour tout logement à compter du 8 mars 2015.	PM	
R142-3	Détecteurs sous la responsabilité du propriétaire pour les logements attribués ou loués en raison de l'exercice d'une fonction ou d'un emploi.	PM	
R142-3 R142-2 R142-2	Entretien des détecteurs sous la responsabilité de l'occupant Présence d'au moins un détecteur par logement.	HM	
R142-2	Implantation de préférence dans la circulation ou le dégagement desservant les chambres, à proximité du point le plus haut et à distance des autres parois et des sources de vapeurs.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 2	Conformité des détecteurs prévus à l'article 2 de l'arrêté du 5/2/2013		
Art 3	Interdiction des détecteurs utilisant l'ionisation.		A respecter également en exploitation.
Art 4	Marquage CE		
Art 6	Interdiction d'installer des détecteurs autonomes avertisseurs de fumée dans les parties communes.		A respecter également en exploitation.
R142-2	Mise sous tension, surveillance, entretien.	HM	
R142-5	Attestation à l'assureur.	HM	
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-	<b>APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR</b>		
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-	Preuve de conformité des appareils sous pression de gaz et de vapeur par le marquage approprié.		
Décret n° 2003-296	<b>DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS</b>		
	Communication des prescriptions établies par la personne compétente en radioprotection.		
	Compatibilité des dispositions constructives prévues avec les prescriptions établie par la personne compétente en radioprotection.		
	Contrôles relatifs à la radioprotection et à la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants prévus par le code du travail et le code de la santé publique (contrôles à la livraison, mise en service, après modifications...).	HM	
Arrêté du 21/12/19 93	<b>PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL</b>		
	<b>Section 1 - Définitions</b>		
ART. 1	Définitions pour l'application du présent arrêté.		
	<b>Section 2 - Installations nouvelles</b>		
ART. 2	Prescriptions relatives aux installations nouvelles de portes ou portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail destinées au passage de véhicules.		
ART. 3	Dispositions à prendre pour toute nouvelle installation de porte et portail automatique ou semi-automatique sur les lieux de travail.		
ART. 4	Exigences complémentaires relatives aux portes automatiques pour piétons sur les lieux de travail.		
	<b>Section 3 - Installations existantes</b>		
ART. 5	Dispositions relatives aux installations de portes ou portails automatiques et semi-automatiques destinées au passage de véhicules et accessibles au public mises en place sur les lieux de travail avant l'entrée en vigueur des précédents articles.		
ART. 6	Prescriptions relatives aux autres portes et portails automatiques devant être modifiés pour répondre aux dispositions de l'article Rapport 232-1-2.		
ART. 7	Mise en conformité des portes ou portails automatiques ou semi-automatiques sur les lieux de travail.		
Art. 8 à Art. 10	<b>Section 4 - Maintenance et vérifications</b>	PM	